

Ni discernement, ni proportionnalité face au mouvement lycéen !

Contrairement à ce qu'annonce la préfète de la Drôme dans l'article du Dauphiné Libéré du 2/10/2026¹, la réponse policière face au mouvement lycéen n'a fait preuve ni de discernement ni de proportionnalité, deux éléments qui restent à la base de la doctrine de la police dans une société démocratique.

La FSU était présente avec les lycéen·nes pour éviter des débordements lors des rassemblements devant les lycées mobilisés. Jeudi 1 octobre, des lycéen·nes qui n'avaient pas été acteurs et actrices de violence ont été nassé·es puis gazé·es sans discernement. La police a tiré au LBD à Valence sur le Champ de Mars, les forces de l'ordre ont fait un usage massif de bombes lacrymogènes touchant des personnes âgées et des enfants qui se trouvaient sur place. Des CRS ont déclaré à une passante : « Rentrez vos gosses, madame, ici on gaze les gosses ! », des propos inadmissibles pour des représentants de la République. Vendredi, de très nombreuses arrestations se sont produites avec un déferlement de violence. Des faits similaires ont été observés à Romans et à Montélimar (et partout en France). Où est la proportionnalité ?

Face à cette situation, dire que la réponse policière était « proportionnée » est scandaleux et donne un caractère systémique à ces violences qui ont touché des mineur·es venu·es dans leur grande majorité exprimer pacifiquement leur colère et inquiétude face à leurs conditions d'études qui se dégradent. La police n'est-elle pas capable de discerner les élèves qui ont des choses à dire de ceux qui sont là pour casser ?

La préfète de la Drôme s'était engagée à recevoir les lycéen·nes jeudi. Elle les a fait attendre deux heures sous la pluie avant de refuser de recevoir une délégation. N'est-ce point-là ce mépris qui attise la colère de la jeunesse ? La FSU et la CGT ont demandé à ce qu'une délégation de lycéen·nes soit reçue mardi 6 octobre afin que cette question des violences policières soit abordée, ainsi que toutes les revendications des élèves.

Enfin, sur décision de la préfète, de nombreux lycées ont été fermés et sont passés en mode distanciel. L'inefficacité du distanciel démontré pendant les confinements liés au COVID montre que la stratégie gouvernementale est en fait d'éloigner les lycéen·nes de leurs lycées et de la rue ce qui les empêche de se réunir et d'exprimer leurs revendications.

Les élèves sont inquiets pour leur avenir. Ils ont des choses à dire et cette décision de fermeture montre qu'une fois de plus, cette crise est gérée par le Ministère de l'Intérieur et non par celui de l'Education, qui brille par son absence. Où mènera ce mépris ?

¹ <https://www.ledauphine.com/social/2026/10/02/pour-la-prefete-de-la-drome-une-reponse-policiere-strictement-proportionnee-face-a-des-groupes-hostiles>